



Toulouse le 6 avril 2021

Objet : Actualités sociales

Localtis 31 mars 2021 : Un débat sans vote sur « Les Seniors face à la crise », organisé par l'Assemblée Nationale a eu lieu : conséquences de la crise sanitaire pour les personnes âgées, isolement, EHPAD .... S'y dégagent la sacralisation du droit de visite et un nouveau modèle d'EHPAD ouvert sur le monde extérieur. Philippe Vigier (Modem – Pays de Loire) a insisté sur la prise de conscience du syndrome de glissement, provoqué par la volonté d'isoler les personnes âgées pour mieux les protéger, entraînant des décès prématurés. Il a critiqué la complexité des formulaires à remplir pour les visites en EHPAD. Pour Gérard Lescul (Socialiste – Seine Maritime) nombre d'aînés « se sentent aussi stigmatisés et mis à l'écart de la société ». Les clubs représentent « une dimension sociale essentielle ». Agnès Firmin Le Bodo (Agir Ensemble – Seine Maritime) a pointé que « les politiques de soins destinés aux « vieux » durant la pandémie les ont malmenés psychologiquement en les isolant ». Valérie Six (UDI et Indépendante Nord) s'inquiète « du gel des embauches, et des licenciements, entraînés par la crise pour toute la population mais plus particulièrement pour les salariés seniors ».

PSI 31 mars 2021 : Les Sénateurs Bernard Borne (LR Loire) et Michelle Meunier (SER, Loire Atlantique) ont fait onze propositions sur la perte d'autonomie dans un rapport présenté le 17 mars à la commission des Affaires Sociales – intitulé « bien vieillir chez soi », le texte prend le parti de « mieux affirmer la priorité du maintien à domicile ». Les aides d'adaptation du logement sont jugées « trop complexes et méconnues » : « il faudrait un guichet unique au département ou au CCAS pour accompagner les personnes dans leur projet ». Il est proposé d'arrêter de construire des EHPAD, au profit d'habitats « partagés et inclusifs » comme en Europe du Nord – « Au Danemark, les prise en charge se font à domicile et des habitats partagés sont pourvus de services médicalisés ». La logique domiciliaire intégrerait aussi un bilan complet à 75 ans à domicile, « pour évaluer les besoins de la personne sur le plan sanitaire, psychologique et du logement ». Il est proposé une refonte des outils d'évaluation de la dépendance (AGGIR) « afin de mieux prendre en compte les capacités de la personne dans son environnement quotidien ». Les deux sénateurs souhaitent accorder et élargir l'action des conférences des financeurs. Ils suggèrent des « plans d'action nationaux » autour de la prévention de la perte d'autonomie et « un pilotage unique et renforcé » par la CNSA.

Hospimédia 31 mars 2021 : Territoires ruraux et quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ont été évoqué en table ronde dans le cadre de la Sylver Economy expo du 30 mars. Ces espaces nécessitent des besoins importants dans le cadre du vieillissement. Romain Ganneau (AG2R La Mondiale) : « La Sylver Economie n'est pas une économie de biens mais de services ». Ceux-ci sont peu délocalisables et représentent une opportunité pour les acteurs du secteur dans les territoires. Laure Portalé (GIP Marseille Rénovation Urbaine) : « la question du vieillissement est très importante en QPV, les quartiers prioritaires se font vieux ». Michèle Delaunay : « La Sylver Economie montre que nous, les âgés, sommes un facteur économique ».

Le Monde 2 avril 2021 : L'Etat donne son feu vert pour une augmentation des aides à domicile, entre 13 et 15%, et applicable au 1<sup>er</sup> octobre 2021.